

Énergie nucléaire

Pierre Fitzgibbon ne ferme pas la porte



PHOTO CHARLES WILLIAM PELLETIER, ARCHIVES COLLABORATION SPÉCIALE

Le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Pierre Fitzgibbon

Le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Pierre Fitzgibbon, ne ferme pas la porte à l'énergie nucléaire, et précise que dans un contexte de transition énergétique, toutes les sources d'énergie renouvelables doivent être étudiées.

Mis à jour le 14 août

STÉPHANE BLAIS
LA PRESSE CANADIENNE

Fermer la porte au nucléaire « serait irresponsable », mais il faut que les projets de nouvelles sources énergétiques soient « socialement acceptables et économiquement rentables », a indiqué le ministre Fitzgibbon en marge d'une conférence de presse lundi matin à Montréal.

Hydro-Québec évalue l'état actuel de la centrale Gentilly-2, fermée en 2012, afin « d'alimenter ses réflexions sur l'offre énergétique future du Québec ». Cette nouvelle, d'abord rapportée par *Le Journal de Montréal* la semaine dernière, a créé de vives réactions de la part d'experts qui considèrent que le nucléaire ne serait pas la solution à privilégier au Québec.



PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

Hydro-Québec évalue l'état actuel de la centrale Gentilly-2, fermée en 2012, afin « d'alimenter ses réflexions sur l'offre énergétique future du Québec ».

Mais le ministre Fitzgibbon a tenu à apporter des précisions sur les intentions de la société d'État.

Le nouveau PDG d'Hydro-Québec, Michael Sabia, « regarde présentement le déséquilibre » entre l'offre et la demande énergétique au Québec, « et il se dit qu'il faut regarder les sources énergétiques disponibles, ce qui inclut le nucléaire, mais on est loin d'avoir décidé, aucune décision n'a été prise, ni par Hydro-Québec, ni pas le gouvernement », a précisé le ministre.



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Le PDG d'Hydro-Québec Michael Sabia

La décision concernant le nucléaire « peut être dans un an ou deux, ou trois ans, ou jamais », et « socialement, si jamais, on allait vers le nucléaire, il y a un travail de communication à faire », a reconnu Pierre Fitzgibbon.

Une nouvelle technologie nucléaire

« Monsieur Sabia a demandé, “ est-ce que c'est possible de voir s'il y a des choses qu'on peut faire pour Gentilly 2 sur le site ”, mais on ne parle pas de mettre des réacteurs CANDU des années 60. À ce moment-ci, des experts vont regarder s'il y a des possibilités. »

Les réacteurs CANDU produisent une grande quantité de déchets nucléaires et

En marge de la conférence de presse, le ministre Fitzgibbon a plus d'une fois fait référence aux petits réacteurs modulaires (PRM), qui correspondent à une installation de réacteur nucléaire habituellement plus petite qu'une centrale nucléaire traditionnelle.

« Depuis CANDU, 60 ans se sont passés, alors est-ce qu'il y a de nouvelles technologies ? » a-t-il demandé, en ajoutant « qu'il y a 77 PRM dans le monde qui se développent, mais il n'y en a aucun en activité, donc c'est prématuré de conclure qu'on peut faire du nucléaire à des coûts raisonnables et à des fins environnementales où les gens seront confortables ».

Toutefois, le gouvernement surveillera de près le développement de ces nouvelles technologies de production d'énergie nucléaire.

« Ça prend plus d'énergie renouvelable si on veut un développement industriel accru au Québec. La question va être : à quel prix, pouvons-nous créer de nouvelles énergies renouvelables et est-ce que ce prix est acceptable pour les entreprises ? », a soutenu le ministre.

Deux fois moins de voitures

Selon le ministre Pierre Fitzgibbon, trois éléments sont nécessaires à la réussite de la transition énergétique.

Il est d'avis qu'il faut « augmenter l'offre d'énergie renouvelable socialement acceptable et économiquement rentable » et que les Québécois doivent revoir « leur façon de consommer » de l'énergie, notamment lorsqu'ils se déplacent.

Le ministre de l'Économie a précisé qu'il faudrait « avoir deux fois moins de voitures » et que celles-ci devraient être électriques.

« Troisièmement », a indiqué le ministre, « il faut capturer le carbone qui existe déjà, dans la mer ou dans le ciel, et le séquestrer ».

